



Le Conseil Economique et  
Social Libanais

Défis et nécessités de la mise à niveau du Sud  
dans le cadre de l'Intégration économique et du  
développement durable et inclusif

Allocution

Roger Nasnas

Président du Conseil Economique et Social du Liban

Conférence Finale du Projet de l'Union Européenne TRESMED 4

dirigé par le Conseil Economique & Social d'Espagne

au siège du Conseil, Madrid, les 10 et 11 octobre 2013

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers collègues.

Je vous remercie, Monsieur le Président, pour votre accueil chaleureux et pour l'effort prodigué par votre conseil, pour faire de cette conférence qui clôture Tresmed 4 un évènement à la hauteur de nos espérances.

Le programme Tresmed dans ses phases successives a abordé les principales thématiques de la vie économique et sociale où nos conseils ont une responsabilité majeure. Le dialogue établi entre les divers CES de la Région a été des plus enrichissants.

Les CES dans leur fonction de conseiller du gouvernement ont un besoin vital d'information et d'expérience. Le programme Tresmed est la voie royale d'échange et de partage des bonnes pratiques qui font la différence. Il est souhaitable que Tresmed devienne un instrument permanent de progrès au service des CES de la Région. A cet effet je voudrais mettre l'accent sur le rôle des CES en regard des Défis et nécessités de la mise à niveau du SudDans le cadre de L'Intégration économique et du développement durable et inclusif

**Tresmed et la coopération régionale.** Si l'ouverture de l'économie connaît un certain tassement dû à la crise mondiale, l'intérêt général plaide pour une fluidité totale dans la circulation des hommes des capitaux des biens et des services. Tôt ou tard tous les marchés seront ouverts, et ils le

seront à l'avantage des grands blocs qui auraient su imposer leur cohérence et maximiser leurs avantages compétitifs. Face à la Chine et à l'Amérique, l'Europe ne rétablirait son rythme de croissance que si elle constitue un bloc économique d'égale importance. C'est sans doute le sens profond de la conférence de Barcelone en 1995.

Or la formation d'un bloc économique efficace exige la réduction des disparités entre la productivité ainsi que le niveau de vie des extrêmes, le nord du Nord et le sud du Sud. A défaut l'économie de marché ne pourrait donner sa pleine efficacité et l'ouverture des marchés ne serait pas au rendez-vous pour permettre les choix rationnels. Les pays du Nord seraient tentés par plus « barrières techniques à l'importation » et les pays du Sud, tout simplement par un plus grand protectionnisme.

Les 18 ans passés ont certainement constaté une amélioration absolue du niveau de vie du Sud, cependant le gap avec le Nord s'est creusé, et cela n'est pas bon pour l'avenir de la Région.

**La mise à niveau des pays du Sud** est sans doute le premier critère du développement efficace. C'est dans le rapprochement de la productivité et du niveau de vie des deux rives que l'on peut réaliser un bloc économique promu à un grand destin. Nous savons que l'Europe n'a pas épargné d'effort en 20 ans pour assurer cet objectif, mais le résultat est là. Tout en reconnaissant le progrès social réalisé, maintes forces s'opposent aux 4 libertés fondamentales de l'Union Européenne et que j'adopte sans réserve :

- Les drames de l'émigration clandestine que l'on déplore régulièrement nous disent de façon éloquente combien nous sommes loin de la libre circulation des personnes ;
- La libre circulation des services est un mythe. Certains pays européens protègent à hauteur de 35% les produits intellectuels. Quant on sait que l'exportation des services est en passe de dépasser l'exportation des biens, on mesure le recul grave subi sur le plan du libre échange ;
- Certains pays de la Région maintiennent un office des changes malgré des réserves importantes, on comprend difficilement pourquoi ;
- Et les échanges de biens se trouvent gênés par des barrières techniques de plus en plus nombreuses.

**La carence du développement a des sources profondes.** Et d'abord la grande fraction de la population du Sud qui vit sous le seuil de pauvreté. Nous sommes conscients que les pays avancés ont aussi leur « sud » à l'intérieur même de leur territoire, et que ce fait doit être remédié ; mais la différence est dans la densité. La pauvreté accompagne surtout le chômage et l'émigration, clandestine ou non. Un pays où le chômage connaît une grande extension est un pays qui produit de moins en moins. Par conséquent pour être efficace, le développement doit en priorité circonscrire le chômage et l'exclusion et travailler sur les régions et les populations les plus fragiles. Le développement appliqué aux régions prospères est une illusion. Les régions négligées et les populations

marginales sont le ferment du développement avant d'en être son objectif.

Peut être conviendrez-vous qu'une telle prise de conscience nationale ne peut provenir que du Conseil Economique et Social. C'est seulement par notre coopération active que nous aiderons nos pays à réaliser un développement inclusif qui seul peut assurer la mise à niveau du Sud et la formation d'un bloc économique à la hauteur des exigences géopolitiques de demain.

Je voudrais à cette occasion, mettre l'accent sur le drame syrien et le problème des réfugiés.

Nous vivons tous, avec une grande consternation le drame syrien, et nous prions pour une solution rapide qui mette fin à la souffrance d'un peuple qui nous est très proche à tous.

Nous sollicitons l'appui des conseils économiques et sociaux et surtout le comité européen, pour réclamer à la conscience internationale de porter secours humanitaires aux réfugiés syriens . A savoir qu'une grande partie des réfugiés s'est rendue en Turquie, en Jordanie et au Liban .cette réalité tourne a une catastrophe humaine vu le nombre des refugies s'élevant pour le liban a plus de 1.2 millions de personnes et Le Liban est incapable de s'acquitter seul de cet engagement humain,

Nous sollicitons l'appui des Conseils participants pour œuvrer auprès de leurs gouvernements afin d'aider les Syriens déplacés au Liban et à soutenir le liban dans cette cause. tout en rappelant . que les institutions économiques et sociales syriennes ont participé pleinement aux réunions des conseils économiques et sociaux .

=====